

ductible au montant de la valeur de l'immeuble à cette époque. Telle a été la décision du tribunal dans la cause de Dautre vs Green et Elvidge, Opposant, rapportée au 5e vol. L. C. J., p. 152, où il fut jugé : " Que l'estimation respective des deux " genres de propriété doit être faite relativement à l'époque " du décret et non relativement à l'époque où le privilège du " constructeur a été enregistré ".

La Cour de Révision confirmant le jugement de la Cour Supérieure a rendu une décision semblable, *In re* Tuck, failli, Stewart, syndic, et la Soc. de C. J.-Cartier, contestante.

La même jurisprudence est établie en France, et il a été jugé, par un arrêt de la Cour de Cassation rapporté par Sirey, 1838, p. 951. " Qu'il est plus conforme à la raison de " déterminer la valeur respective de l'immeuble tel qu'il se " composait dans son état primitif, et celle des améliorations, " au moment où la valeur totale de cet immeuble se trouve " fixée d'une manière précise par le montant de l'adjudication, " au moment où le prix représentatif de cette valeur est con- " nue, et où s'ouvre le droit de participer à la distribution de " ce prix, pour tous les créanciers dont l'immeuble aliéné est " le gage ".

P. E. LAFONTAINE,

*Licencié en Droit.*